**RECUEIL
DES
ACTES
ADMINISTRATIFS**

DELIBERATIONS

CONSEIL DU 18 AVRIL 2014

CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SEANCE PUBLIQUE DU VENDREDI 18 AVRIL 2014 À 10 H 00

2014/0184	Election du Président de la Communauté urbaine de Bordeaux	1
2014/0185	Délégation de pouvoirs du Conseil au Président de la Communauté urbaine	3
2014/0186	Composition du Bureau communautaire et détermination du nombre de postes de Vice-Président	14
2014/0187	Elections des Vice-Présidents	16
2014/0188	Exercice 2014 - Fiscalité directe locale - Fixation du taux de la cotisation foncière des entreprises, de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties - Adoption	19
2014/0189	Fiscalité directe locale - Exercice 2014 - Fixation des taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères - Décision	25
2014/0190	Commission permanente de Délégation de Service Public. Conditions de dépôt des listes.	28
2014/0191	Election des membres de la Commission permanente de la Délégation de Service Public	30

Election du Président de la Communauté urbaine de Bordeaux

Monsieur TURON Doyen(ne) de l'assemblée présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Le quorum ayant été vérifié, et conformément aux articles L.5211-9, L.5211-2, L.2122-4 et L.2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, les membres du Conseil sont invités à procéder à l'élection du Président de la Communauté.

Cette élection a lieu au scrutin secret, à la majorité absolue aux deux premiers tours et à la majorité relative au troisième tour, l'élection étant acquise en ce cas au plus âgé s'il y a égalité de suffrages.

La candidature aux fonctions de Président est ainsi présentée.

M. Alain CAZABONNE présente la candidature de M. Alain JUPPE.

M. Jacques COLOMBIER présente sa candidature.

Après avoir entendu les candidats, M. le doyen de l'assemblée a déclaré le scrutin ouvert, et M. Guillaume GARRIGUES et Mme Solène CHAZAL procèdent à l'appel des votants dans l'ordre alphabétique.

Il a été procédé à l'appel des votants dans l'ordre alphabétique.

Chacun d'eux vote dans l'urne unique et signe la feuille d'émargement.

A l'issue du premier tour, le dépouillement du vote a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne.....	104 voix
A déduire : Bulletins blancs ou nuls.....	11 voix
Reste pour le nombre de suffrages exprimés.....	93 voix
Majorité absolue.....	47 voix

Ont obtenu :

M. Alain JUPPE
M. Jacques COLOMBIER

92 voix
1 voix

M. Alain JUPPE ayant obtenu la majorité absolue des suffrages a été proclamé Président.

En conséquence, à l'issue des opérations électorales auxquelles il vient d'être procédé, **M. Alain JUPPE** est proclamé Président de la Communauté urbaine de Bordeaux.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées désignation.

Effectuée

M. HURMIC ne participe pas au vote

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 18 avril 2014,

Pour expédition conforme,
le doyen,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
18 AVRIL 2014

PUBLIÉ LE : 18 AVRIL 2014

M. JEAN-PIERRE TURON

Délégation de pouvoirs du Conseil au Président de la Communauté urbaine

M. Alain JUPPE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Par délibérations n° 2010/0750 du 22 Octobre 2010, n° 2012/0249 du 13 Avril 2012, n° 2013/0188 du 22 Mars 2013 et n° 2013/0576 du 12 Juillet 2013, le Conseil de Communauté a délégué certains de ses pouvoirs à son Président.

Dans le cadre du renouvellement de mandature faisant suite aux résultats des élections du 30 Mars 2014, une mise à jour de cette délégation de pouvoirs est proposée.

Conformément aux dispositions de l'article L5211-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il est rappelé que le Président, les Vice-présidents ayant reçu délégation ou le Bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1°) Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2°) De l'approbation du compte administratif ;
- 3°) Des dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L1612-15 du CGCT (inscription, au budget, des dépenses obligatoires) ;
- 4°) Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5°) De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6°) De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7°) Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Conformément aux dispositions du même article, lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Pour toutes les délégations de pouvoirs mentionnées par la présente délibération et tant qu'elles ne seront pas rapportées par une délibération ultérieure, le Conseil cède sa compétence décisionnelle, sans plus pouvoir l'exercer, au bénéfice du Président.

Il est rappelé que l'article L2122-23 du CGCT, applicable aux établissements publics de coopération intercommunale en vertu de l'article L5211-2 du même code, permet au Président de déléguer sa signature aux membres du Bureau auxquels il a délégué une partie de ses fonctions, sous sa surveillance et sa responsabilité, pour l'exercice des attributions déléguées par l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L5211-10, sauf si cet organe en a décidé autrement dans la délibération relative aux délégations.

Il est enfin rappelé que l'article L5211-9 du CGCT permet au Président de donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au Directeur général des services, aux Directeurs généraux adjoints des services, au Directeur général des services techniques, aux Directeurs des services techniques et aux responsables de services pour l'exercice des attributions déléguées par l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L5211-10, sauf si cet organe en a décidé autrement dans la délibération relative aux délégations.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU les articles L2122-23, L5211-9 et L5211-10 du code général des collectivités territoriales

VU la délibération n°2014/0184 du 18 Avril 2014 désignant le Président de la Communauté urbaine.

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QUE

Il est souhaitable d'optimiser le fonctionnement de l'établissement communautaire en adoptant une nouvelle délibération portant délégation de pouvoirs du Conseil de Communauté à son Président.

DECIDE

Article 1 : Le Conseil délègue à son Président les champs de compétence numérotés comme suit :

I. EN MATIERE DOMANIALE

I.1. En matière de gestion

I.1.1. du domaine public :

- 1°) Décider de l'affectation des propriétés communautaires à un service public communautaire ou à l'usage direct du public ; modifier cette affectation.**
- 2°) Autoriser l'occupation précaire et révocable du domaine public par convention ou par arrêté pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans ; appliquer à cette occasion le tarif des redevances auxdites autorisations d'occupation temporaire du domaine public accordées tant sous forme d'acte unilatéral que de convention.**
- 3°) Procéder, au titre du transfert de propriété accepté à cette fin, au classement dans le domaine public communautaire des propriétés privées appartenant à des tiers, y compris des voies et réseaux privés relevant des attributions de la Communauté ; mettre en œuvre les procédures préalables nécessaires à de telles décisions.**
- 4°) Décider du déclassement des biens du domaine public de la Communauté urbaine et mettre en œuvre les procédures préalables nécessaires à de telles décisions.**
- 5°) Décider de l'incorporation des réseaux dans le patrimoine délégué.**
- 6°) Décider de la création des voies nouvelles.**
- 7°) Décider de l'élaboration des plans d'alignement au sens de l'article L112-1 du code de la voirie routière et mettre en œuvre les procédures préalables nécessaires à de telles décisions ; approuver les dits plans, les modifier, les abroger.**
- 8°) Solliciter l'intervention des décrets prévus aux articles L318-1 et L318-2 du code de l'urbanisme et dont l'objet est de classer, déclasser ou transférer la propriété de certains biens publics.**
- 9°) Prendre les décisions visées à l'article L318-3 du code de l'urbanisme ou solliciter l'intervention des arrêtés préfectoraux visés par le même article portant transfert d'office de propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique, leur classement d'office dans le domaine public routier et l'approbation du plan d'alignement dans lequel l'assiette des voies publiques est limitée aux emprises effectivement livrées à la circulation publique.**
- 10°) Consentir et accepter les superpositions d'affectation, les transferts de gestion à titre gratuit et les mises à disposition du domaine public et/ou de ses dépendances, conclure les conventions ou les arrêtés y afférents, régler et accepter les indemnités éventuellement dues.**
- 11°) Accepter les transferts de gestion des voies publiques à titre onéreux ; conclure les conventions y afférentes.**

I.1.2. du domaine privé :

12°) Après en avoir défini les modalités, consentir tous baux sur les dépendances du domaine privé communautaire.

13°) Après en avoir négocié les conditions, conclure les conventions par lesquelles la Communauté prend les immeubles à bail en y appliquant un loyer inférieur ou égal à celui déterminé par France Domaine, que la consultation en soit obligatoire ou qu'elle ait été facultativement demandée.

14°) Conserver et administrer les propriétés communautaires dans l'attente d'une affectation et prendre les mesures y afférentes.

15°) Passer une convention d'occupation temporaire d'une propriété privée, non communautaire, pour l'exécution de travaux communautaires ou pour le stockage de matériels ou de matériaux.

I.2. En matière d'Acquisition – Cession du domaine

I.2.1. du domaine privé immobilier :

16°) Décider de toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers pour un prix égal ou supérieur à celui fixé par France Domaine en vertu de l'article L5211-37 du CGCT, lorsque la valeur du bien telle qu'arrêtée par ces services est inférieure ou égale à 75 000 Euros.

17°) Décider de toute acquisition d'immeubles, de droits réels immobiliers ou droits mobiliers, quel qu'en soit le montant, nécessaire à une opération déclarée d'utilité publique, pour tout projet communautaire approuvé par délibération du Conseil de Communauté, d'un prix inférieur ou égal à celui déterminé par France Domaine.

18°) Lorsque les biens sont d'une valeur, telle qu'estimée par France Domaine, inférieure ou égale à 75 000 euros, décider, en dehors de l'exercice des droits de préemption dont la Communauté est titulaire ou délégataire, ou des opérations déclarées d'utilité publique, de toute acquisition à l'amiable d'immeubles ou de droits réels immobiliers en y appliquant un prix inférieur ou égal à celui déterminé par France Domaine, que la consultation en soit obligatoire ou qu'elle ait été facultativement demandée.

19°) Décider de toute acquisition d'immeubles ou de droits immobiliers intervenant à titre gratuit, conclure les conventions y afférentes.

20°) Décider de tout échange à l'amiable d'immeubles ou de droits réels immobiliers lorsque les conditions de l'échange sont conformes ou plus favorables que celles déterminées par l'avis de France Domaine, et sous réserve que la valeur du bien cédé par la Communauté n'excède pas 75 000 euros, soule éventuelle à la charge de la Communauté comprise.

21°) Décider au bénéfice de tiers et accepter au bénéfice de la Communauté la constitution de droit réels immobiliers et conclure les conventions y afférentes lorsque les conditions financières sont conformes ou plus favorables que celles déterminées par l'avis de France Domaine, et sous réserve que leur valorisation économique sur la durée de la convention n'excède pas, en euros constants, la somme de 75 000 euros.

22°) Exercer, au nom de la Communauté Urbaine, d'une part, le droit de priorité défini par l'article L240-1 du code de l'urbanisme, sur tout projet de cession d'immeuble appartenant à l'Etat, à des sociétés dont il détient la majorité du capital ainsi qu'à certains établissements publics, et d'autre part, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la Communauté urbaine en soit titulaire ou délégataire, et saisir, s'il y a lieu, la juridiction compétente en matière d'expropriation afin qu'elle fixe le prix du bien ; déléguer, lorsque la Communauté en est titulaire, l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions du 1er alinéa de l'article L213-3 du même code dans les conditions fixées par le Conseil de Communauté.

23°) Acquiescer, dans les conditions de seuils et dans le respect des estimations domaniales prévues par la présente délibération pour les acquisitions amiables, aux mises en demeure d'acquiescer et saisir, s'il y a lieu, la juridiction compétente en matière d'expropriation afin qu'elle prononce le transfert de propriété et fixe le prix du bien suivant les dispositions de l'article L230-3 du code de l'urbanisme.

24°) Engager les procédures d'expropriation d'immeubles ou de droits réels immobiliers et saisir, s'il y a lieu, la juridiction compétente en matière d'expropriation afin qu'elle détermine le montant des indemnités dans le cadre des dispositions du code de l'expropriation.

25°) Pour les opérations immobilières qui lui sont déléguées en vertu de la présente délibération, décider l'exécution des travaux qui en sont l'accessoire et, à défaut ou en complément, le versement des indemnités correspondantes.

26°) Pour les opérations immobilières qui lui sont déléguées en vertu de la présente délibération, fixer le montant et verser les indemnités accordées aux occupants et exploitants concernés, les dédommageant des éventuels préjudices résultant de l'éviction.

27°) Solliciter pour le compte de la Communauté Urbaine toutes autorisations relatives à l'acte de construire et à divers modes d'occupation de sol, prévues au livre IV du code de l'urbanisme, notamment les permis de construire et de démolir.

I.2.2. du domaine privé mobilier :

28°) Sur proposition de la Commission de réforme, décider de céder à titre gratuit, lorsque l'intérêt de la Communauté le justifie, les biens meubles du domaine privé à condition que lesdits biens soient d'une valeur unitaire inférieure ou égale à 10 000 euros.

29°) Décider de l'aliénation de gré à gré ; déterminer le prix et les conditions de la vente des biens mobiliers du domaine privé et conclure les conventions y afférentes.

I.2.3. du domaine public :

30°) Accepter les transferts de propriété de voies publiques ; conclure les conventions y afférentes.

31°) Prononcer, dans les cimetières intercommunaux, la délivrance et la reprise des concessions funéraires et cinéraires, conformément aux articles L2223-13 et s. du CGCT, le montant du capital et des tarifs prévus à l'article L2223-15 étant déterminé par le Conseil de Communauté.

32°) Conclure toutes conventions d'occupation temporaire, y compris la mise à disposition des installations et des personnels habilités à assurer leur fonctionnement, dans les parcs cimetières et crématorium intercommunaux.

33°) Consentir dans le cadre de l'article L2122-4 du Code général de la propriété des personnes publiques toutes servitudes sur le domaine public communautaire quel qu'en soit le montant de la redevance attachée.

II. FONCTIONNEMENT DU SERVICE PUBLIC

II.1. Organisation

34°) Établir et adopter les règlements intérieurs des différents services publics communautaires non délégués.

II.2. Fonctionnement

35°) Créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires.

36°) Prendre toute décision sur la nomination, les modifications ou les remplacements des régisseurs titulaires, des mandataires suppléants et des mandataires, ainsi que sur leur fin de fonction au sein des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires.

III. DOMAINE FINANCIER

III.1. En matière d'emprunts

37°) Contracter tout emprunt à court, moyen ou long terme y compris des émissions obligataires, qu'elles soient directes ou groupées avec d'autres collectivités territoriales ou EPCI, dans le cadre de la circulaire interministérielle IOCB1015077C du 25 Juin 2010 et des articles L1611-3 et L1611-3-1 du CGCT, pouvant comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable,

- faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt,
- faculté de modifier les droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et/ou de consolidation,
- possibilité d'allonger la durée du prêt,
- faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement, et ceci pour réaliser tout investissement et dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget,
- faculté de contracter des produits de couverture des risques de taux et de change destiné à sécuriser le risque de taux des emprunts contractés.

III.2. En matière d'opérations financières utiles à la gestion des emprunts

38°) Réaliser les opérations financières utiles à la gestion des emprunts et passer, à cet effet, les actes nécessaires. Au titre de sa délégation, le Président pourra :

- procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour financer les capitaux restant dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices dans les conditions et limites fixées par le 37°) ;
- Plus généralement, décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts, avec notamment la possibilité de réaliser toutes opérations de paiement anticipé d'annuités par rapport aux dates normales d'échéances fixées au contrat de prêt.

La délégation consentie aux 37°) et 38°) prend fin, au titre de l'article L5211-10 du CGCT, dès l'ouverture de la période électorale pour le renouvellement général des conseils municipaux.

III.3. En matière de lignes de trésorerie

39°) Contracter toute ligne de trésorerie à taux fixe, variable ou révisable après consultation d'un panel de prêteurs.

40°) Réaliser des placements de trésorerie dans les conditions de l'article 116 de la loi n° 2003-1311 du 30 Décembre 2003 de Finances initiale pour 2004 et des articles L1618-1 et L1618-2 du CGCT qui précisent le régime des dérogations à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités locales et de leurs établissements publics.

III.4. Dans le domaine budgétaire

41°) Décider, en tant que de besoin, dans les limites fixées par la loi, des virements de crédits d'article à article à l'intérieur d'un même chapitre, et d'abonder les chapitres et articles du budget à partir de la ligne budgétaire des dépenses imprévues.

III.5. En matière de déchéance quadriennale

42°) Opposer aux créanciers de la Communauté urbaine la déchéance quadriennale dès lors que les conditions fixées par l'article 7 de la loi du 31 décembre 1968 seront réunies.

III.6. En matière de recettes

43°) Conclure, sur le fondement de l'article L5211-10 du CGCT, des opérations de mécénat et signer les conventions afférentes en matière de mécénat en nature ou dons de biens, de compétences, ou financier.

44°) Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.

IV. HABITAT

45°) Dans le respect de la délibération de programmation approuvée par le Conseil de Communauté, prendre toute décision concernant la préparation, la passation et l'exécution de toute convention et de ses avenants ayant pour objet l'attribution de subventions par la Communauté urbaine en son nom et/ou au nom de l'Etat pour l'attribution des aides en faveur du logement locatif social, et des aides en faveur de la réhabilitation du parc privé éligible à l'ANAH ou à d'autres dispositifs mis en place par la Communauté urbaine.

46°) Prendre toute décision d'agrément ouvrant droit aux dispositifs spécifiques en faveur du logement social (TVA à taux réduit, conventionnement APL, PSLA,.....).

47°) Prendre toute décision d'attribution d'aide et de paiement pour l'accession aidée (prêt à zéro pour cent,...).

V. ACTIONS EN JUSTICE

48°) Décider d'ester en justice et représenter la Communauté devant toute juridiction tant en défense qu'en action ; porter plainte et constituer la Communauté urbaine partie civile afin que soient réparés :

- les dommages causés, tant au domaine public communautaire qu'au patrimoine privé de notre établissement,
- le préjudice subi à l'occasion d'un détournement de fonds,
- les atteintes à l'intégrité physique ou psychique et à l'honneur dont auront pu être victimes les agents de la Communauté urbaine qu'elles soient le fait d'un tiers ou d'autres agents communautaires dans l'exercice de leurs fonctions.

49°) Choisir les avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts si cette désignation devait intervenir en dehors des règles fixées par les articles 28 et 30 du code des marchés publics ; fixer alors leurs rémunérations et régler leurs frais et honoraires.

50°) Conclure toutes transactions au sens de l'article 2044 du code civil dont l'objet est de mettre un terme à un litige né ou à naître par une prise en charge en nature ou par l'allocation d'une indemnité d'un montant inférieur ou égal à celui proposé par la commission d'indemnisation amiable créée par délibération du Conseil de Communauté ou, dans toutes les autres hypothèses, et quelle que soit la cause juridique justifiant l'indemnité, par une prise en charge en nature ou par l'allocation ou le recouvrement d'une somme inférieure ou égale à 10 000 euros.

51°) Accorder la protection fonctionnelle due aux agents communautaires dans le cadre de l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983.

VI. ARCHIVES

52°) Mettre des archives publiques communautaires à disposition d'organismes tiers pour l'exercice de leurs compétences.

VII. MARCHÉS PUBLICS

53°) Prendre toute décision relative à la préparation y compris les formalités de publicité, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, accords-cadres et marchés subséquents passés selon la procédure adaptée, y compris les marchés passés en application de l'article 30 du code des marchés publics, quel que soit leur montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget.

54°) Prendre toute décision relative à la préparation, y compris les formalités de publicité, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de denrées alimentaires passés selon la procédure formalisée au bénéfice du groupement de commande ADARCE, dans le respect de la convention de groupement et de la délibération l'autorisant, quel que soit leur montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.

55°) Prendre toute décision pour engager la procédure de consultation des marchés, accords cadres et des marchés subséquents passés selon les procédures formalisées, lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet d'une délibération l'autorisant préalablement.

56°) Procéder à la signature des avenants aux marchés, accords cadres et des marchés subséquents, passés selon les procédures formalisées.

57°) Décider, si les circonstances le rendent nécessaire, de déclarer sans suite la procédure pour motif d'intérêt général.

58°) Procéder à la résiliation des marchés, accords-cadres et des marchés subséquents passés selon la procédure adaptée, y compris les marchés passés en application de l'article 30 du code des marchés publics, quel que soit leur montant, et déterminer le montant de l'indemnité attribuée le cas échéant.

IX. ASSURANCES

59°) Accepter ou refuser les indemnisations proposées par les assureurs de l'établissement en application des polices « biens » souscrites.

X. SAISINE DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

60°) Saisir pour avis la Commission consultative des services publics locaux de la Communauté urbaine sur tout projet de délégation de service public et le cas échéant, d'un avenant à ce type de contrat.

XI. AUTORISATIONS DIVERSES

61°) Solliciter pour les opérations poursuivies pour le compte de la Communauté urbaine, les autorisations d'urbanisme (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclaration préalable), les certificats d'urbanisme, les autorisations de défrichement, les autorisations et déclarations faites au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

62°) Délivrer, au bénéfice de tiers, les autorisations de déposer toutes demandes d'occupation des sols y compris les autorisations d'urbanisme commercial pour les biens dépendant du patrimoine de la Communauté urbaine.

XII. DIVERS

63°) Signer les ordres de mission (individuel ou collectif) pour les déplacements des Conseillers communautaires dans le cadre de mandats spéciaux.

64°) Signer les conventions d'occupations temporaires, à titre gratuit ou payant, des locaux et espaces d'accueil des manifestations ou autres événements organisés par la Communauté urbaine.

65°) Autoriser par convention-cadre l'ouverture du réseau TETRA aux communes membres et aux partenaires de la Communauté urbaine.

66°) Procéder à toutes formalités, et notamment aux demandes d'enregistrement auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI), afférentes au dépôt de marques, brevets, dessins et modèles.

67°) Signer toute convention de cession des droits de propriété intellectuelle au bénéfice de la Communauté urbaine, à titre gratuit ou à titre onéreux dans la limite de 10 000 euros.

68°) Attribuer des titres de transport gratuits dans le cadre des dispositifs :

- «Soutien aux manifestations» ;
- «Participation aux colloques et congrès scientifiques».

69°) Prendre toutes décisions relatives à l'exécution des diagnostics et des fouilles d'archéologie préventive telles que stipulées au code du patrimoine – partie législative et réglementaire livre V – Titre II chapitre 3 et notamment conclure tous actes et conventions s'y rapportant conformément aux articles L523-7, R523-31 et L523-9 du code du patrimoine.

Article 2 : En application des articles L5211-9 et L2122-23 du CGCT, le Conseil autorise le Président à déléguer aux Vice-présidents, par arrêté, la signature des décisions prises dans les champs de compétence délégués par la présente délibération. Dès lors que les Vice-présidents sont tous titulaires d'une délégation, le Conseil autorise le Président à déléguer à d'autres membres du Bureau, par arrêté, la signature des décisions prises dans le périmètre des champs de compétence délégués par la présente délibération.

Article 3 : En l'absence ou en cas d'empêchement du Président, le Conseil autorise ce dernier à déléguer ses fonctions et signatures aux Vice-présidents qu'il aura désignés, par arrêté, dans les champs de compétence délégués par la présente délibération et qui n'auront pas déjà fait l'objet d'une délégation aux Vice-présidents ou à d'autres membres du Bureau.

Article 4 : En application de l'article L5211-9 du CGCT, le Conseil autorise le Président à déléguer, par arrêté, au Directeur général des services et aux Directeurs généraux adjoints des services de la Communauté urbaine, dans leurs domaines respectifs de compétences pour ces derniers, sa signature dans les champs de compétence délégués par la présente délibération.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 18 avril 2014,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
18 AVRIL 2014

PUBLIÉ LE : 18 AVRIL 2014

Pour expédition conforme,
Le Président,

M. Alain JUPPE

**Composition du Bureau communautaire et détermination du nombre de postes
de Vice-Président**

M. Alain JUPPE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

L'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la loi de modernisation de l'action publique territoriale en date du 27 janvier 2014, dispose que :

- *le bureau de l'établissement public de coopération intercommunal est composé du Président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres* »,

- et que le nombre de vice-présidents des Etablissements publics de coopération intercommunale – dont les Communautés Urbaines – « *est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents* ».

Toutefois, afin de permettre aux EPCI à fiscalité propre qui doivent se transformer en Métropole au 1^{er} janvier 2015, dont fait partie la Communauté Urbaine de Bordeaux, l'article L.5217-18 du CGCT, dans sa version issue de l'article 43 de la loi susvisée, permet d'anticiper cette évolution en autorisant une majoration du nombre de vice-présidents dans la limite de vingt.

Afin d'assurer une juste représentation de notre Conseil mais aussi des communes, il vous est proposé d'acter que le Bureau de Communauté sera composé :

- du Président de la Communauté urbaine
- de l'ensemble des Vice-présidents
- et de l'ensemble des Maires, non Vice-présidents.

Il vous est également proposé d'arrêter le nombre des Vice-présidents à **20**.

En conséquence, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU les articles L5211-10 et L5217-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU la loi n°2014-48 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique et à l'affirmation des métropoles

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QUE la Cub a vocation à se transformer en Métropole à compter du 1^{er} janvier 2015

DECIDE

Article 1 Le Bureau de la Communauté urbaine de Bordeaux sera composé du Président de la Communauté, de l'ensemble des Vice-présidents, ainsi que de l'ensemble des Maires non Vice-présidents

Article 2 : Le nombre de Vice-présidents de la Communauté est arrêté à 20

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité des suffrages exprimés.
MM. HURMIC et COLOMBIER ne participent pas au vote

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 18 avril 2014,

Pour expédition conforme,
Le Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
18 AVRIL 2014

PUBLIÉ LE : 18 AVRIL 2014

M. ALAIN JUPPE

Elections des Vice-Présidents

M. Alain JUPPE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Par délibération 2014/186 vous venez de décider la création de 20 postes de Vice-Présidents.

Il convient donc, Mesdames, Messieurs, de procéder aux élections correspondantes, selon les modalités définies aux articles L 5211-2, L 2122-4 et L 2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, c'est-à-dire, pour chacun d'entre eux, au scrutin secret à la majorité absolue aux deux premiers tours et à la majorité relative au troisième tour.

A l'appel de son nom, chaque élu a été alors invité à déposer son bulletin dans l'urne et à signer la feuille d'émargement.

Le dépouillement a été effectué par M. Fabien ROBERT, M. Clément ROSSIGNOL PUECH et M. Guillaume BOURROUILH-PAREGE et Mme Léna BEAULIEU désignés en qualité de scrutateurs.

A l'issue de l'ensemble des opérations électorales, les élus figurant sur le tableau ci-dessous sont déclarés élus en qualité de Vice-présidents selon cet ordre :

NOMS ET PRENOMS DANS L'ORDRE DE LA LISTE	BLANC	NULS	EXPRIMES	MAJORITE ABSOLUE	NOMBRE DE VOIX
ALAIN ANZIANI	4	1	98	50	98
ALAIN CAZABONNE	4	1	98	50	98
CHRISTOPHE DUPRAT	4	1	98	50	98
JOSY REIFFERS	4	1	98	50	98
CHRISTINE BOST	4	1	98	50	98
MICHEL LABARDIN	4	1	98	50	98
PATRICK BOBET	4	1	98	50	98
ALAIN DAVID	4	1	98	50	98
FRANCK RAYNAL	4	1	98	50	98
JACQUES MANGON	4	1	98	50	98
NOEL MAMERE	4	1	98	50	98
PATRICK PUJOL	4	1	98	50	98
ANNE-LISE JACQUET	4	1	98	50	98
CLAUDE MELLIER	4	1	98	50	98
AGNES LAURENCE-VERSEPUY	4	1	98	50	98
MICHEL DUCHENE	4	1	98	50	98
BRIGITTE TERRAZA	4	1	98	50	98
JEAN TOUZEAU	4	1	98	50	98
ANNE WALRYCK	4	1	98	50	98
DOMINIQUE ALCALA	4	1	98	50	98

M. le Président les déclare installés en qualité de Vice-Présidents dans cet ordre.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité des suffrages exprimés.

MM. HURMIC et COLOMBIER ne participent pas au vote

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 18 avril 2014,

Pour expédition conforme,
Le Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
18 AVRIL 2014**

PUBLIÉ LE : 18 AVRIL 2014

M. ALAIN JUPPE

Exercice 2014 - Fiscalité directe locale - Fixation du taux de la cotisation foncière des entreprises, de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties - Adoption

M. Alain JUPPE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La suppression de la taxe professionnelle en 2010 aboutit à l'affectation d'un nouveau panier de ressources fiscales et à la perception de droit pour la Communauté urbaine de trois taxes dont il convient par la présente délibération de déterminer les taux :

- la cotisation foncière des entreprises,
- la taxe d'habitation,
- la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Le taux de ces trois taxes doit être voté avant le 30 avril les années de renouvellement général des conseils municipaux en application de l'article L1612-2 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T)

Par ailleurs, la commune de Martignas-sur-Jalle a intégré la Communauté urbaine de Bordeaux le 1^{er} juillet 2013. L'année 2014 est la première année d'effet fiscal de son intégration. Le taux de CFE de la commune de Martignas-sur-Jalle était de 31,63 % en 2013. Le rapport entre le taux de la commune (31,63 %) et celui de La Cub (34,91 %) étant supérieur à 90 %, le taux de La Cub s'applique dès 2014 sur le territoire de la commune de Martignas-sur-Jalle.

Il convient, dans un premier temps, de décliner les différentes règles permettant de déterminer les niveaux des taux d'imposition des trois taxes (I) avant d'examiner les produits fiscaux découlant des bases d'imposition notifiées par les services de l'État (II).

Il est proposé de reconduire les taux de taxe d'habitation à 8,22 %, de taxe foncière sur les propriétés non bâties à 3,23 % et de cotisation foncière des entreprises à 34,91 %.

I Les règles de fixation des taux d'imposition

A - Les règles de fixation du taux de cotisation foncière des entreprises (CFE)

Le code général des impôts prévoit que le taux de CFE ne peut pas dépasser un taux plafond, et des règles de liens des taux avec les impôts ménages.

Le taux plafond de CFE :

Le taux plafond constitue la limite que la collectivité ne doit pas dépasser lorsqu'elle vote son taux d'imposition et ce, même si les règles de liens entraînent la détermination d'un taux maximum supérieur.

Ainsi, le taux plafond de CFE pour 2014 est égal à deux fois le taux moyen communal de CFE constaté en 2013 au niveau national soit pour 2014 : 51,38 %.

Le taux maximum de CFE :

Le taux maximum de droit commun correspond au taux voté en 2013 multiplié par le plus faible des coefficients de variation des taux moyens pondérés des communes membres.

Ainsi pour 2014, le taux maximum de droit commun de CFE = 34,91 % * 0,999677 = 34,90 %.

Toutefois, par exception au principe précédent, plusieurs taux peuvent être retenus comme maximum dont le taux maximum dérogatoire et le taux maximum avec capitalisation. En 2014, le taux maximum dérogatoire est de 34,91 %.

Le taux maximum avec capitalisation :

L'article 1636 B decies - IV du code général des impôts permet une mise en réserve d'une fraction d'augmentation du taux de CFE. Ainsi, la différence constatée entre le taux maximum de droit commun de CFE et le taux de CFE effectivement voté peut être ajoutée, totalement ou partiellement, au taux de CFE voté au titre de l'une des trois années suivantes.

En 2011, La Cub a décidé une réserve de taux capitalisée de 0,110, réserve utilisable jusqu'en 2014.

De la même façon, en 2012, la mise en réserve de taux capitalisée a été de 0,120, réserve utilisable jusqu'en 2015.

En 2013, La Cub a décidé une mise en réserve de 0,030, réserve mobilisable jusqu'aux impositions de 2016 incluses.

La réserve de taux capitalisée par La Cub depuis 2011 est donc de 0,260.

Ainsi pour l'année 2014, le taux maximum avec capitalisation s'établit à 35,16% (taux de droit commun de 34,90 % + réserve de taux capitalisé de 0,260).

Il convient enfin de rappeler que depuis l'année 2012, il existe sur le territoire communautaire des 27 communes « historiques » un taux unique de CFE à l'issue de l'harmonisation des taux communaux de Cotisation Foncière des Entreprises (taux unifiés sur 12 ans).

Le taux mis en réserve en 2014 :

En application de l'article 1636 B decies – IV du CGI, la différence constatée, au titre d'une année, entre le taux maximal de CFE pouvant être adopté et le taux de CFE effectivement voté, peut être ajoutée, totalement ou partiellement, au taux de CFE voté au titre de l'une des trois années suivantes.

La mise en réserve du potentiel de taux non utilisé est offerte aux EPCI qui votent leur taux de CFE identique à leur taux de CFE de N-1 ou votent un taux de CFE en augmentation par rapport au taux de CFE dans les limites de droit commun.

Au regard, d'une part, du taux maximum de CFE 2014 avec capitalisation de 35,16 % pouvant être adopté par La Cub, et d'autre part, des réserves de taux capitalisées en 2012 à hauteur de 0,120 % et en 2013 à hauteur de 0,030 %, La Cub peut donc mettre en réserve 0,100% en 2014 utilisable jusqu'en 2017.

B - Les règles de fixation du taux des impôts ménages

La taxe d'habitation (TH)

Depuis 2011, la Communauté urbaine a récupéré la part départementale de taxe d'habitation ainsi que le produit correspondant à la baisse consentie par l'État des frais d'assiette et de recouvrement.

Le taux de 8,22 % est reconduit depuis 2011 par La Cub.

Pour mémoire, le taux départemental de TH récupéré en 2011 par la commune de Martignas-sur-Jalle était de 8,18 %.

La taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)

La Communauté urbaine a récupéré depuis 2011 sous forme de taxe additionnelle, la taxe foncière sur les propriétés non bâties départementale et régionale ainsi que le produit correspondant à la baisse consentie par l'État des frais d'assiette et de recouvrement.

Le taux de 3,23 % est reconduit depuis 2011.

II Les produits fiscaux pour 2014

Ceux-ci sont la résultante des bases d'imposition telles qu'elles ont été notifiées à notre établissement par la direction générale des finances publiques (DGFIP).

A - La cotisation foncière des entreprises (CFE)

Les données communiquées par la direction générale des finances publiques sont les suivantes :

	BASES DEFINITIVES 2013	BASES PREVISIONNELLES 2014	TAUX 2014	PRODUIT ATTENDU 2014
COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES	314 681 369	312 882 000	34,91%	109 227 265

Entre 2013 et 2014, les bases de cotisation foncière des entreprises baissent de - 1 799 369 € soit de -0,57 %. Il faut noter que cette baisse est atténuée par l'intégration des bases de la commune de Martignas-sur-Jalle qui se sont élevées à 1 905 886 € en 2013.

Cette baisse des bases prévisionnelles de CFE s'explique notamment par la refonte du dispositif de cotisation minimum de CFE, initiée par la Loi de Finances Initiale pour 2014 du 29 décembre 2013. Ce nouveau dispositif consiste en une refonte des seuils de base minimum, qui sont dorénavant au nombre de 6 au lieu de 3, et en un plafonnement des 2 premières tranches. Ce plafonnement entraîne de fait pour les collectivités bénéficiaires de la CFE, une perte de produit fiscal.

Le Conseil de Cub a ainsi délibéré le 17 janvier 2014 pour fixer les montants des 6 seuils de cotisation minimum de CFE (délibération n°2014/0019).

À taux constant, le produit attendu de CFE s'élèverait à 109 227 265 € pour 2014 (contre 109 582 490 € de produit prévisionnel en 2013).

B – La taxe d'habitation et la taxe foncière sur les propriétés non bâties

Les données communiquées par la direction générale des finances publiques sont les suivantes :

	BASES DEFINITIVES 2013	BASES PREVISIONNELLES 2014	TAUX 2014	PRODUITS ATTENDUS 2014
TAXE D'HABITATION	1 149 039 529	1 185 062 000	8,22%	97 412 096
TAXE FONCIERE SUR PROPRIETES NON BATIES	3 043 137	3 027 000	3,23%	97 772

En fonction des informations transmises par la DGFIP, il ressort que les bases de taxe d'habitation sont en progression de + 3,14 % par rapport à 2013, quant à celles de taxe foncière sur les propriétés non bâties, elles diminuent de - 0,53 %.

Les bases définitives 2013 de TH de la commune de Martignas-sur-Jalle se sont élevées à 9 928 141 € pour un produit fiscal de 2 823 563 €, et celles de TFPNB à 66 111 € pour un produit de 31 628 €.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU la délibération du Conseil de Communauté n° 2014/0019 du janvier 17 janvier 2014 relative à la cotisation minimum de Cotisation Foncière des Entreprises,

VU les articles 1 636B sexies à 1 636B undecies du code général des impôts,

VU l'état de notification des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2014 n°1259 FPU communiqué par la DGFIP à notre établissement,

VU le budget primitif 2014 de la Communauté urbaine de Bordeaux adopté par délibération du Conseil de communauté n°2013/0947 du 20 décembre 2013,

Entendu le rapport de présentation,

Considérant qu'il y a lieu de fixer les taux de la cotisation foncière des entreprises, de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour l'année 2014.

DECIDE

Article 1 :

Le taux de la cotisation foncière des entreprises est fixé pour l'année 2014 à 34,91 %.

Article 2 :

Le taux de cotisation foncière des entreprises mis en réserve en 2014 est de 0,100.

Article 3 :

Le taux de la taxe d'habitation est fixé pour l'année 2014 à 8,22 %.

Article 4 :

Le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties est fixé pour l'année 2014 à 3,23 %.

Article 5 :

Monsieur le Président est autorisé à notifier ces taux d'imposition à la direction générale des finances publiques par l'intermédiaire des services préfectoraux et à signer tout document à cet effet.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à la majorité.

Le groupe des élus Communistes et républicains et M. COLOMBIER votent contre

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 18 avril 2014,

Pour expédition conforme,
Le Président,

M. Alain JUPPE

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
24 AVRIL 2014**

PUBLIÉ LE : 24 AVRIL 2014

**Fiscalité directe locale - Exercice 2014 - Fixation des taux de la taxe
d'enlèvement des ordures ménagères - Décision**

M. Alain JUPPE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Le niveau de service rendu dépend de la fréquence de la collecte. La fréquence de la collecte correspond au nombre de passages des services communautaires par semaine.

À la fréquence 2 correspond une collecte des ordures ménagères (bac gris) et une collecte sélective (bac vert) par semaine.

La fréquence 3 correspond à deux collectes des ordures ménagères et une collecte sélective par semaine.

La fréquence 6 correspond à quatre collectes des ordures ménagères et deux collectes sélectives par semaine.

Le territoire communautaire est découpé en secteurs d'assiette, chacun en lien avec les conditions de réalisation du service.

La Direction Générale des Finances publiques a notifié à la Communauté urbaine de Bordeaux les bases prévisionnelles de taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour 2014, qui s'établissent comme suit :

ZONE DE PERCEPTION	BASES DEFINITIVES 2013	BASES PREVISIONNELLES 2014	VARIATION EN %
FREQUENCE 3	839 199 390	861 915 916	2,71%
FREQUENCE 2	54 114 731	55 923 906	3,34%
FREQUENCE 6	73 070 799	74 925 997	2,54%
TOTAL	966 384 920	992 765 819	2,73%

La variation des bases de + 2,73 %, s'explique d'une part, par la revalorisation annuelle des valeurs locatives, déterminées par la Loi de Finances pour 2014 soit + 0,9 % et d'autre part, par l'intégration de nouvelles bases : 1,83% (variations physiques).

A noter que la commune de Martignas-sur-Jalle a intégré La Cub le 1^{er} juillet 2013. Les bases définitives 2013 de la commune s'élevant à 6 082 262 €, le montant total des bases 2013 de La Cub et de la commune de Martignas-sur-Jalle s'est élevé à 972 467 185 €, soit une augmentation de bases sur ce « périmètre élargi » de + 2,09 %.

À taux constants, le produit fiscal attendu pour La Cub s'élève à 81 087 205 € pour 2014. Il évolue de 2,72 % par rapport au produit effectivement perçu au titre de l'exercice 2013 (78 937 808 €).

Le produit définitif 2013 de la commune de Martignas-sur-Jalle s'élevant à 639 854 €, le produit 2013 de La Cub et de la commune de Martignas s'élève à 79 577 663 € soit une hausse de + 1,90 %.

Le produit fiscal prévisionnel 2014 se répartit, par fréquence, comme suit :

ZONE DE PERCEPTION	BASES PREVISIONNELLES 2014	TAUX 2013	PRODUITS ATTENDUS 2014
FREQUENCE 3	861 915 916	8,26%	71 194 255
FREQUENCE 2	55 923 906	6,61%	3 696 570
FREQUENCE 6	74 925 997	8,27%	6 196 380
TOTAL	992 765 819		81 087 205

Pour la dixième année consécutive, il vous est proposé de maintenir inchangés les taux de cette taxe.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

VU l'article L2313-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 107 de la loi de Finances pour 2004 ;

VU l'article 101 de la loi de Finances pour 2005 ;

Entendu le rapport de présentation,

Considérant qu'il y a lieu de fixer les taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2014.

DECIDE

Article 1 :

Les taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères sont fixés pour l'année 2014 comme suit :

- 8,27 % pour le secteur de collecte en fréquence 6,

- 8,26 % pour les secteurs de collecte en fréquence 3,
- 6,61 % pour les secteurs de collecte en fréquence 2,

Article 2 :

Monsieur le Président est autorisé à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération,

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à la majorité.

M. COLOMBIER vote contre

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 18 avril 2014,

Pour expédition conforme,
Le Président,

M. Alain JUPPE

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
24 AVRIL 2014**

PUBLIÉ LE : 24 AVRIL 2014

**Commission permanente de Délégation de Service Public.
Conditions de dépôt des listes.**

M. Alain JUPPE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

A ce jour une commission permanente se prononce sur l'ensemble des contrats de DSP de la Communauté urbaine en application de la délibération n°2013/389 en date du 31 mai 2013.

Il est rappelé que dans le cadre de la procédure de publicité de mise en concurrence applicable aux contrats de délégation de service public définie aux articles L1411-1 et suivants du CGCT, il revient à cette commission de :

- dresser la liste des candidats admis à présenter une offre,
- ouvrir les plis contenant les offres,
- donner un avis sur les offres reçues.

Par ailleurs, elle est obligatoirement consultée sur tout projet d'avenant à un contrat de délégation de service public « entraînant une augmentation du montant global » de plus de 5%.

Conformément aux dispositions du CGCT, cette commission sera composée de son Président, en la personne du Président de la Communauté urbaine, autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public, ou son représentant, dûment désigné par arrêté, et de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

Afin de procéder à l'élection de ces membres, le Conseil communautaire doit fixer les conditions de dépôt des listes des candidats.

Il est envisagé de déposer une liste unique représentant la diversité des sensibilités politiques de l'assemblée. Toutefois, d'autres listes pourront être le cas échéant déposées en séance auprès de Monsieur le Président, avant 11 heures, étant entendu que ces listes pourront comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir en application de l'article D 1411-4 du CGCT.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le CGCT et notamment ses articles L1411-1 et suivants et R1411-1 et suivants ;

VU la délibération n°2013/389 du 31 mai 2013

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT la nécessité de modifier la composition de la commission de Délégation de Service Public afin de prendre en compte les enjeux spécifiques relatifs à la Délégation de Service Public des transports;

DECIDE

Article 1 : d'abroger la délibération n°2013/389 du 31 mai 2013 ;

Article 2 : de créer dans le cadre de l'article L.1411-5 du CGCT une commission permanente ayant vocation à se prononcer sur l'ensemble des délégations de service public de la communauté urbaine ;

Article 3 : d'autoriser les membres du conseil à déposer en séance une liste d'au plus cinq membres titulaires et au plus cinq membres suppléants auprès de Monsieur le Président avant 11 heures afin de procéder aux opérations d'élection des membres de cette commission ;

Article 4 : que le Président de la Communauté urbaine, autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public, ou son représentant, dûment désigné par arrêté, préside la Commission permanente de Délégation de Service Public.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 18 avril 2014,

Pour expédition conforme,
Le Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
18 AVRIL 2014

PUBLIÉ LE : 18 AVRIL 2014

M. ALAIN JUPPE

Election des membres de la Commission permanente de la Délégation de Service Public

M. Alain JUPPE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La délibération n°2014/0190 définit les conditions de dépôt des listes électorales en vue de la désignation des membres de la commission permanente DSP.

Aux termes des dispositions du CGCT, cette commission est composée de l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le CGCT et notamment ses articles L1411-1 et suivants et R1411-1 et suivants
VU la délibération n°2014/0190 en date du 18 avril 2014

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT la/les liste(s) déposée(s) dans les délais impartis ;

A l'issue des opérations électorales ont été élus:

Désignation des listes :

En tant que titulaires :

- Christophe DUPRAT
- Michel LABARDIN
- Jean-Jacques BONNIN
- Serge TOURNERIE
- Gérard CHAUSSET

En tant que suppléants :

- Pierre LOTHAIRE
- Karine ROUX-LABAT
- Eric MARTIN
- Brigitte TERRAZA
- Clément ROSSIGNOL-PUECH

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. COLOMBIER ne participe pas au vote

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 18 avril 2014,

Pour expédition conforme,
Le Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
18 AVRIL 2014**

PUBLIÉ LE : 18 AVRIL 2014

M. ALAIN JUPPE